Jugement
Commercial
N°170/2020
Du 13/10/2020

CONTRADICTOIRE

**Mr Jamal
Abdul Hafidh
R Franka
contre Bureau
de
l'Investissement
Populaire
Libyen au
Niger**

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 29 Septembre 2020

Le Tribunal en son audience du vingt neuf Septembre Deux mil Vingt en laquelle siégeaient Monsieur **Souley Moussa, Président**, Messieurs **DAN MARADI YACOUBA ET IBBA HAMED IBRAHIM**, **Juges Consulaires** avec voies délibératives avec l'assistance de Maître **Moustapha Amina, Greffière** dudit Tribunal, a rendu le jugement dont la teneur suit :

Entre

Mr Jamal Abdul Hafidh R Franka contre Bureau

Né le 09 juillet 1960 à tripoli/Libye, de nationalité libyenne, commerçant demeurant à Niamey, gérant de la société Wafa SARL, assisté de la SCPA DMBG, avocats associés, village de la francophonie, les tôles bleues, immeubles GM8, BP : 2398, tél :20.32.11.92

Demandeur d'une part ;

Et

Bureau de l'Investissement Populaire Libyen au Niger:

Sis à l'immeuble CN, Ex Air Afrique, BP :12333, Tél :20.74.18.26 ; Fax :20.74.18.32, assisté de la SCPA Juris Partners, avocats associés ;

Le Greffier en Chef du tribunal de commerce de Niamey, en ses bureaux ;

Défendeur d'autre part ;

SUR LES FAITS

Suivant exploit en date du dix-huit mai 2020 de Maître Abdoul Nasser Yayé, huissier de justice près le tribunal de grande instance hors classe de Niamey, le nommé Jamal Abdulhafidh R. Franka a assigné le Bureau d'Investissement Populaire Libyen au Niger (BIPLN) devant le tribunal de céans à l'effet de :

- Déclarer recevable l'action de Monsieur Jamal Abdulhafidh R. Franka,

gérant de la société Wafa SARL ;

- La déclarer fondée ;
- Constater, dire et juger que le Bureau d'Investissement Populaire Libyen au Niger (BIPLN) a délibérément violé les dispositions des articles 1134 et 1135 du code civil ;
- Constater, dire et juger que le BIPLN a gravement violé les dispositions des articles 1142 et 1147 du code civil, et par conséquent, le condamner à payer à Monsieur Jamal Abdulfidh R. Franka la somme de 5.000.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir avant enregistrement et nonobstant toute voie de recours ;
- Condamner le BIPLN aux dépens.

Il expose, par la voix de son conseil, qu'il fait partie des investisseurs libyens qui sont venus créer des entreprises à Niamey pour promouvoir l'emploi au Niger dans le cadre de la collaboration entre la République du Niger et la République Populaire Jamahiriya de la Libye. A ce titre, il a bénéficié d'un accord de financement à hauteur de deux cent quarante millions (240.000.000) F CFA pour lancer la société Wafa SARL en août 2002. Il a ainsi créé cette société chargée du transport de personnes et de marchandises le 29 janvier 2003. Alors qu'il était dans l'attente du virement intégral du montant accordé, le BIPLN lui adressa une correspondance datée du 22 novembre 2007 l'informant du virement effectif de la somme de deux cent quarante millions (240.000.000) F CFA dans son compte ouvert dans les livres de la Banque Commerciale du Niger (BCN). A sa grande surprise, seule la somme de cent soixante deux mille cent cinquante six mille cinq cent quatre vingt trois (162.156.583) F CFA était réellement virée. Il a alors assigné le BIPLN suivant exploit du 26 août 2009 devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey mais finit par faire radier la procédure sur proposition d'un règlement amiable faite par son contradicteur. Face à la mauvaise foi de ce dernier, il l'a assigné de nouveau suivant exploit en date du 18 mai 2020 devant le tribunal de commerce de Niamey ; d'où la présente procédure.

En réplique, le BIPLN, par le truchement de son conseil, relate que dans le cadre de la collaboration entre la République du Niger et la République Populaire Libyenne des investisseurs libyens sont venus créer des sociétés au Niger. En tant que représentant de la Libyan Arab Foreign Bank (LAFB) basée à Tripoli, il servait de relai pour faciliter le transfert des fonds de Tripoli à Niamey au profit desdits investisseurs. C'est ainsi que le nommé Jamal Abdulfidh R. Franka a bénéficié d'un financement à hauteur de 240.000.000 F CFA pour créer la société de transport de personnes et de marchandises Wafa. Le Bureau ajoute qu'il a informé Jamal Abdulfidh R. Franka par correspondance en date du 03 septembre 2009 de l'effectivité du virement dudit montant à la date du 22 novembre 2007. Le bénéficiaire disposait de cette somme et ne l'a jamais contesté quand bien même il n'a jamais réalisé le projet annoncé puisque la somme afférente est toujours dans les livres de la Libyan Arab Foreign Bank. Contre toute attente, la société Wafa l'a assigné devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey suivant exploit en date du 26 août 2009 avant de se raviser et de faire radier le dossier de la procédure le 04 novembre 2009. La société Wafa l'a assigné de nouveau suivant exploit en date du 22 mars 2019 devant le même

tribunal qui s'est déclaré incompétent. C'est alors que suivant exploit en date du 29 novembre 2019 le demandeur l'a traduit devant le tribunal de commerce de Niamey qui a déclaré irrecevable l'action pour défaut de qualité. Il l'attire enfin devant ce même tribunal ; d'où la présente procédure. Il soulève, in limine litis, l'exception judicatum solvi invoquant les dispositions de l'article 115 du code de procédure civile se fondant sur la nationalité libyenne du demandeur. Il soulève de même suite l'exception d'irrecevabilité de l'assignation pour défaut de qualité du défendeur. Car, soutient-il, il n'est pas signataire de la convention liant le demandeur à la Libyan Arab Foreign Bank du 27 janvier 2003. Il précise qu'il a agi en simple mandataire et ne saurait pour ce fait être assigné. A titre reconventionnel, il sollicite la condamnation du demandeur à lui verser la somme de 200.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts pour action dilatoire, malicieuse et vexatoire.

En duplique, Jamal Abdulhfidh R. Franka soutient que l'exception de judicatum solvi est mal fondée car les juridictions nigériennes l'en ont exempté dans des procédures précédentes, surtout que le défendeur qui la soulève est lui-même de nationalité étrangère. Aussi, il produit l'attestation de dépôt de dossier d'éligibilité au statut de réfugié n° 12/MI/SP/D/AC/R/DGEC-R/DMI/R datée du 09 mars 2018 accompagnée d'une carte d'identité de réfugié et demande le bénéfice des dispositions de l'article 15 de la convention relative au statut des réfugiés accordant les mêmes droits que les nationaux aux réfugiés concernant l'accès aux tribunaux et l'exception judicatum solvi. Par rapport à l'exception d'irrecevabilité de l'action pour défaut de qualité du défendeur, il relève que le BIPLN a bel et bien qualité dès lors qu'il est signataire de la convention de prêt du 27 janvier 2003. C'est encore lui qui reçoit les investisseurs libyens au Niger et leur fait suivre les formalités notariales, administratives et bancaires. D'ailleurs, conclut-il, il a même reçu un témoignage de satisfaction pour ses efforts et sa réussite dans ses réalisations à la tête de la société Wafa le 10 août 2012 du BIPLN.

Réagissant, le BIPLN soulève l'exception d'irrecevabilité de la demande de son contradicteur pour prescription. Il explique que le crédit à l'origine de la présente procédure a été intégralement versé en 2007 et l'assignation n'est intervenue qu'en 2020, soit treize (13) années après. Il sollicite, à titre reconventionnel, la condamnation de Jamal Abdulhfidh R. Franka à lui rembourser la somme empruntée de 240.000.000 F CFA et celle de 200.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts pour action dilatoire, malicieuse et vexatoire.

DISCUSSION

Sur l'exception judicatum solvi soulevée par le BIPLN

Attendu que BIPLN soulève l'exception judicatum solvi se basant sur la nationalité libyenne du demandeur ;

Attendu qu'il ressort des pièces produites au dossier que Jamal Abdulhfidh R. Franka a déposé un dossier d'éligibilité au statut de réfugié le 09 mars 2018 ; Qu'il est réfugié comme l'atteste la carte d'identité de réfugié n° 462-00010363 délivrée le 27 janvier 2020 par la commission

nationale d'éligibilité au statut de réfugié ; Qu'il peut, dès lors, valablement jouir du même traitement qu'un ressortissant nigérien quant à l'accès aux tribunaux en application des dispositions de l'article alinéa 2 de la convention relative au statut des réfugiés ; Qu'il ya lieu de rejeter cette exception ;

Sur l'exception du défaut de qualité de défendeur soulevée par le BIPLN

Attendu que le BIPLN soulève, ensuite, l'exception du défaut de qualité de défendeur ; Qu'il avance qu'il n'est pas signataire de la convention de prêt du 27 janvier 2003 et ne peut être assigné dans la présente procédure ;

Attendu qu'il ressort de la convention de prêt signée le 27 janvier 2003 que c'est Monsieur Muftah Abdallah Dandi, responsable du BIPLN, qui a représenté la Libyan Arab Foreign Bank ; Qu'il a effectivement signé ladite convention à ce titre ; Qu'il est clairement convenu à l'article 5 de cette convention que le BIPLN tienne le compte des investisseurs, auprès de toutes les banques correspondantes de la LAFB où des comptes viendraient à être ouverts au nom de l'investisseur ;

Attendu que dans ses prérogatives le BIPLN a reçu les investisseurs libyens au Niger, dont le demandeur, et leur a fait suivre les formalités notariales, administratives et bancaires ; Qu'il est, par conséquent, partie à la convention et est bien indiqué pour être assigné par le demandeur pour toute question y relative ; Qu'il convient de rejeter l'exception du défaut de qualité de demandeur soulevée ;

Sur la prescription Jamal Abdulhafidh R. Franka

Attendu le délai de prescription pour les obligations nées à l'occasion de leurs commerce entre commerçants prévu à l'article 16 de l'AUDCG est de cinq (05) ans ; Que l'article 17 suivant fixe le point de départ de ce délai à compter du jour où le titulaire du droit d'agir a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant d'exercer son action ;

Attendu qu'il ressort des pièces du dossier et des déclarations du demandeur qu'il était informé du virement effectif du montant du prêt depuis le 22 novembre 2007 ; Qu'il a déjà assigné pour la première fois le BIPLN devant le tribunal de grande instance hors classe de Niamey en réclamation par rapport à une partie du montant dudit prêt suivant exploit en date du 26 août 2009 avant de faire radier la procédure le 04 novembre 2009 ; Qu'il fallut le 22 mars 2019, soit après l'écoulement d'un délai de plus de dix ans, pour qu'il l'assigne à nouveau devant le même tribunal pour les mêmes faits ;

Attendu c'est en qualité de gérant et pour le compte de la société Wafa que le demandeur a intenté les différentes actions en justice contre la même personne et sur le même objet ; Qu'il y a lieu de déclarer son action prescrite en application des dispositions des articles 16 et 17 susvisés ;

Sur la demande reconventionnelle du BIPLN

Attendu que le défendeur demande à titre reconventionnel la condamnation de Jamal Abdulhafidh R. Franka à lui rembourser la somme empruntée de 240.000.000 F CFA et celle de 200.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts pour action dilatoire, malicieuse et vexatoire ;

Attendu qu'il convient de recevoir cette demande puisque régulièrement introduite ;

Attendu, par rapport au remboursement du prêt, qu'il revient à la LAFB créancière de le réclamer ; Que le BIPLN n'étant qu'un organe de transition et de gestion, il y a lieu de rejeter cette demande mal fondée ;

Attendu, par contre, que le demandeur a attiré à tort le BIPLN ; Que

cette action est malicieuse, dilatoire et vexatoire au sens de l'article 15 du code de procédure civile ; Qu'il convient de condamner Jamal Abdulhafidh R. Franka à payer au BIPLN la somme raisonnable de cinq cent mille de (500.000) F CFA pour tous préjudices confondus ;

Sur les dépens

Attendu que Jamal Abdulhafidh R. Franka a succombé ; Qu'il sera condamné aux entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- ✓ Rejette l'exception de judicatum solvi soulevée par le Bureau de l'Investissement Populaire Libyen au Niger (BIPLN) ;
- ✓ Rejette l'exception de qualité de défendeur soulevée par le BIPLN ;
- ✓ Déclare prescrite l'action de Monsieur Jamal Abdulhafidh R. Franka ;
- ✓ Reçoit la demande reconventionnelle du BIPLN ;
- ✓ Le déboute de la demande de restitution de la somme de 240.000.000 F CFA correspondant à la somme qu'il a déjà versée au demandeur ;
- ✓ Condamne le demandeur à payer au BIPLN la somme de 500.000 F CFA pour tous préjudices confondus ;
- ✓ Condamne Monsieur Jamal Abdulhafidh R. Franka aux entiers dépens ;

Avisé les parties qu'elles disposent d'un délai de huit (08) jours, à compter du prononcé du présent jugement, pour interjeter appel devant la chambre commerciale spécialisée de la cour d'appel de Niamey par dépôt d'acte d'appel au greffe tribunal de commerce de Niamey.

Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que suivent.

Suivent les signatures